

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [94] (2006)
Heft: 1503

Artikel: "Les chèvres de l'Ardèche perdaient leurs dents"
Autor: Balleys, Valérie / Reimann, Anne-Cécile
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283005>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

« Les chèvres de l'Ardèche perdaient leurs dents »

Le 26 avril dernier, le mouvement antinucléaire commémorait les vingt ans de la catastrophe de Tchernobyl et rappelait les enjeux actuels de cette lutte. L'émilie a recueilli à cette occasion le témoignage de deux femmes: Anne-Cécile Reimann présidente de Contratom et Sandrine Bavaud députée du mouvement écologique vaudois.

PROPOS RECUEILLIS PAR VALÉRIE BALLEYS

L'émilie: On vient de commémorer l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, qui a eu lieu le 26 avril 1986. En a-t-on réellement tiré toutes les conséquences ?

A-C Reimann : Absolument pas ! Les conséquences de Tchernobyl sont complètement minimisées notamment par les agences internationales. Au niveau politique, il est très difficile également de faire éclater la vérité, le lobby nucléaire par sa puissance d'argent est partout. Par exemple, l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) a signé un accord avec l'OMS en 1959 : dès qu'il est question d'énergie nucléaire, les deux parties doivent se mettre d'accord sur quelle information doit être rendue publique. L'AIEA est toujours présente aux réunions de l'OMS. C'est un comble qu'une agence oeuvrant pour le développement du nucléaire civil puisse dicter les réponses à donner concernant les effets de la radioactivité sur la santé. Tout est faussé ! Le dernier rapport de l'AIEA par exemple fait mention de 52 morts et 4000 cancers de la thyroïde suite à la catastrophe de Tchernobyl, c'est scandaleux lorsque l'on sait que ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont été envoyées comme « liquidateurs¹ » et que les enfants continuent de s'empoisonner en mangeant les produits de la terre. La catastrophe de Tchernobyl n'est pas finie, elle est là pour toujours. Ce devrait être une grave leçon pour l'humanité.

Sandrine Bavaud : Il faut en effet souligner le rôle paradoxal de l'AIEA. D'une part, l'Agence se doit d'éviter la prolifération de l'énergie atomique dans un usage militaire et d'autre part de promouvoir l'énergie nucléaire civile. Or, il est évident que les deux phénomènes sont liés. Les centrales produisent du plutonium lors du processus de fission: 240 kilos par année et par centrale. Or, il suffit de 6 kg de plutonium pour faire une bombe atomique. Il faut donc voir le lien entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire. Lorsque l'AIEA a pour but de limiter le nucléaire militaire, mais de promouvoir le nucléaire civil, on nage en pleine absurdité. Le plutonium n'existe pas à l'état naturel, c'est avec les centrales nucléaires qu'on le produit.

Par ailleurs, Tchernobyl c'est la pointe de l'iceberg car la problématique du nucléaire ouvre sur de multiples enjeux, notamment la question des rapports Nord/Sud. C'est dans les pays du Sud que l'on extrait la majorité de l'uranium. Dans ces régions où se trouvent les mines d'extraction, les maladies, cancers, fausses couches sont en augmentation. Une étude a notamment été effectuée auprès des Indiens navajos où les cancers du poumon sont beaucoup plus importants depuis que ces personnes sont engagées dans les mines d'extraction. Le Nord exploite doublement ces travailleurs du Sud en ne tenant pas

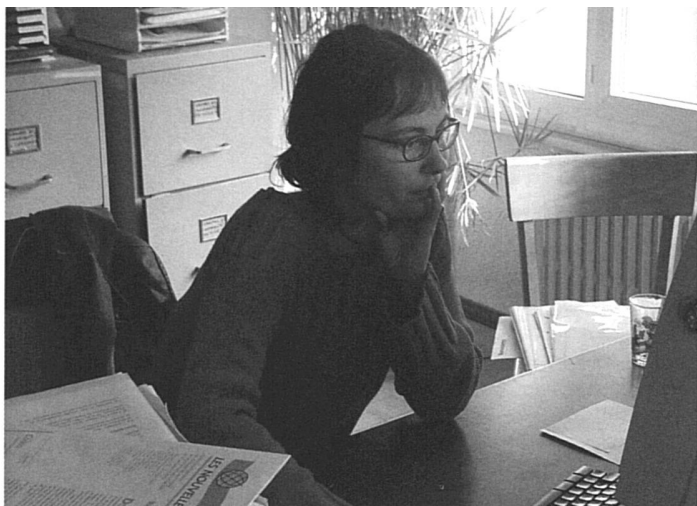
compte des atteintes à leur santé et parce que l'énergie produite profite ensuite principalement aux Pays du Nord. On est responsable de corriger ces inégalités.

L'émilie: Comment aviez-vous vécu à l'époque la catastrophe de Tchernobyl?

A-C R : L'information n'a pas filtré tout de suite. Elle est restée en veilleuse durant trois semaines. C'est seulement après ce laps de temps que l'on a appris qu'il y avait eu une explosion dans une lointaine centrale soviétique. D'ailleurs à cette époque était prévue à Palexpo (Genève) la foire du Nucléaire. Cela aurait dû devenir le Salon annuel du Nucléaire comme le salon de l'Auto. Cette foire a eu lieu, mais grâce à la forte mobilisation des antinucléaires, elle ne s'est jamais renouvelée. Lors de la manifestation, la police n'a pas riposté malgré le fait qu'elle était bombardée de pavés. J'ai été les remercier de leur attitude. Ils m'ont dit : « Mais vous savez, Madame, nous aussi on a des enfants ! ». Tchernobyl avait marqué les esprits.

Puis il y eut toute la question des retombées radioactives suite à la catastrophe et la difficulté de faire toute la lumière sur cette question. En France, où soi-disant un anticyclone avait empêché le nuage de passer la frontière, les chèvres de l'Ardèche perdaient leurs dents, les fromages ne passaient plus les frontières où la radioactivité était mesurée avec des compteurs geiger. C'est là que la CRIRAD2, qui est un laboratoire indépendant basé à Valence, a le premier mis en doute les affirmations rassurantes du gouvernement français en révélant les véritables taux de contamination des produits agricoles. En Suisse, on a énormément de peine à connaître les retombées. Avec Contratom, on a interpellé les autorités à plusieurs reprises pour obtenir une carte des régions contaminées, cela est toujours resté sans réponse ou alors on nous renvoyait aux rapports officiels toujours lénifiants et sujets à caution !

SB : Tout comme aujourd'hui, à l'époque de la catastrophe, il s'agissait de minimiser les conséquences. L'AIEA s'était rendue à Tchernobyl en 1986 pour banaliser le problème. Elle devait continuer à faire croire au potentiel de l'énergie nucléaire. En Suisse comme en France, nous faisons partie des pays qui étaient soumis aux directives de l'AIEA et cette influence s'est vite fait sentir. Les normes d'acceptation par rapport à la radioactivité que pouvaient contenir l'eau ou certains aliments ont été augmentées afin de ne pas alarmer la population. Ces normes restent subjectives, mais on voit dans ces modifications la puissance du rôle de cette agence.



Sandrine Bavaud



Anne-Cécile Reimann / Photo: ork.ch

L'émilie: Comment voyez-vous la mobilisation antinucléaire en Suisse actuellement et la politique énergétique à mener?

SB : Aujourd'hui, la lutte antinucléaire devrait reprendre, car au niveau international, les gouvernements veulent relancer la construction de centrales. Devant l'absence de volonté politique, seules les mobilisations freinent ce processus. Le lobby nucléaire dit : il faut relancer le nucléaire car le pétrole est épuisable, mais l'uranium est aussi épuisable. On estime que dans 40 ans les réserves d'uranium seront épuisées. L'énergie nucléaire, le pétrole sont des énergies de guerre. Les énergies de paix, le vent, le soleil, personne ne peut se les accaparer. Par ailleurs il est tout à fait possible de sortir du nucléaire puisque au niveau mondial, seulement 4,5% de l'énergie consommée est d'origine nucléaire. Le nucléaire n'est donc pas nécessaire, l'enjeu est ailleurs, il est d'ordre économique et lié au pouvoir.

A-C R : Aujourd'hui, il est difficile de mobiliser les gens sur la question. Je ne comprends pas pourquoi, car lorsque l'on prend des décisions concernant le nucléaire, c'est une autre échelle du temps, c'est pour toujours que ces décisions sont prises. Il est urgent que les gens se rendent compte de la gravité du sujet. Lors de la mobilisation contre Superphénix, 70'000 personnes manifestaient. A Genève, dans les années septante, le Grand Conseil était à deux doigts d'accepter la construction d'une centrale nucléaire à Verboix. Grâce à la mobilisation des habitants de la région et des mouvements antinucléaires, ce projet est passé à la trappe, preuve que la résistance fonctionne. En ce moment, sous l'impulsion du réseau français Sortir du Nucléaire la mobilisation reprend du poil de la bête (30'000 manifestants contre l'EPR à Cherbourg en avril dernier).

L'émilie: L'un de vos slogans, «Quand le nucléaire passe, la démocratie trépassé?», fait référence aux difficultés de faire valoir ses droits démocratiques devant la puissance du lobby nucléaire. Pouvez-vous l'expliquer ?

A-C R : La problématique du retraitement des déchets illustre par exemple ce déficit démocratique. Jusqu'à ces dernières années nos déchets étaient expédiés en France à La Hague ou à Shellfield en Angleterre. Ils étaient stockés sur place pendant 25 ans pour procéder à la séparation du plutonium des autres déchets radioactifs. Passé ce délai, ils devaient nous être renvoyés. Il devenait dès lors urgent de trouver une solution de stockage en Suisse. Plusieurs lieux furent pressentis. Tout

d'abord Ollon dans le canton de Vaud. L'opposition y fut si forte que toute tentative d'enfouissement fut abandonnée sur-le-champ. Puis à Nidwald un référendum organisé par le canton fit ressortir un non cinglant des urnes. La dernière option toujours en lice est le Weinland zurichois. Mais là, les Zurichois n'auront même plus l'occasion de se prononcer sur la question : le Conseil fédéral a réussi dernièrement un coup de jarnac en décrétant que le sous-sol n'appartenait plus aux cantons mais à la Confédération. Cela veut dire que les populations concernées ne peuvent plus émettre leur avis et s'il y a un référendum celui-ci devra être désormais national, autant dire qu'il aura beaucoup moins de chance d'aboutir. En effet, la mobilisation ne sera malheureusement jamais la même pour empêcher l'enfouissement de déchets radioactifs dans une localité située de l'autre côté de la Suisse.

L'émilie: Y a-t-il une dimension de genre qui ressort des problématiques liées aux luttes antinucléaires ?

SB : C'est un problème qui touche aussi bien les hommes que les femmes. Toutefois, je pense que les antinucléaires, en mettant en avant les énergies renouvelables, devraient aussi parler des questions de répartition du travail domestique non rémunéré, car écologiquement les inégalités entre femmes et hommes ont des répercussions. Pour citer un exemple, nous pourrions prendre l'augmentation de la consommation d'énergie liée à l'utilisation toujours croissante de produits surgelés. Chez Coop par exemple, une étude a montré que la consommation d'énergie des points de vente a augmenté de 11% en 5 ans du fait du nombre toujours plus important de frigos et congélateurs lié à notre mode de consommation. Si plus d'hommes participaient à la préparation des repas et que les tâches étaient mieux réparties, on consommerait certainement davantage d'aliments frais et locaux qui représentent un coût bien moindre en consommation d'énergie que les produits apprêtés industriellement.

¹Personnes envoyées de toute l'URSS pour faire face à l'explosion de la centrale de Tchernobyl

²Commission de Recherche et d'Information indépendante sur la Radioactivité